



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
SUD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
de la zone de défense et de sécurité Sud**

Secrétariat général pour l'administration
du ministère de l'Intérieur Sud

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DES FINANCES
BUREAU DE LA COMMANDE PUBLIQUE ET DES ACHATS

Marché passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert (AOO) pour :

**MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES POUR DES
MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE ET DE COORDINATION
DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE POUR LA
CONSTRUCTION DU CENTRE DE RETENTION ADMINISTRATIVE
(CRA) DE BEZIERS (34)**

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

Référence publique : **SGAMISUD-AOO-2025-03-20**

Date limite de réception des offres : **mardi 13 mai 2025 à 12h00**

SOMMAIRE

1 Objet et étendue de la consultation	4
1.1 Objet de la consultation	4
1.2 Mode de passation et Textes de références	4
1.3 Décomposition de la consultation et nomenclature communautaire	4
1.3.1 - Allotissement.....	4
1.3.2 Tranche optionnelle.....	4
1.4 Conditions de participation des concurrents	4
1.4.1 En cas de groupement :	4
1.4.2 En cas de sous-traitant :	5
2 Conditions de la consultation	6
2.1 Durée du marché et délais d'exécution	6
2.2 Clause sociale : clause obligatoire de promotion de l'emploi	6
2.3 Variantes	6
2.4 Visite des lieux	6
3 Les intervenants	7
3.1 Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur	7
3.2 Les autres intervenants	7
4 Dossier de consultation	7
4.1 Contenu du dossier de consultation :	7
4.2 Condition d'accès au DCE	9
4.3 Modification de détail du dossier de consultation	9
4.4 Questions - Réponses	9
5 Présentation des candidatures et des offres	9
5.1 Documents et pièces à produire au titre de la candidature	10
5.2 Pièces concernant l'offre	12
6 Conditions d'envoi ou de remise des plis	13
6.1 Transmission dématérialisée obligatoire	13
6.2 La copie de sauvegarde	14
7 Sélection des candidatures et Analyse des offres	15
7.1 Examen des candidatures	15
7.2 Analyse des Offres	16
7.2.1 –Critères d'analyse des offres	16
7.2.2 Méthode de notation	17
7.2.3 Rectification des offres	17
7.2.4 Durée de validité des offres	17
8 Détection et élimination des offres anormalement basses	17
9 Négociation et demande de précision	18
9.1 Négociation	18
9.2 Demande de précision	18
10 Attribution du marché	18
11 Mise au point du marché	19
12 Renseignements Administratifs et techniques	19
12.1 Demande de renseignements administratifs	19
12.2 Demande de renseignements techniques	19
12.3 Modalités de correspondances et signature électronique	20
12.3.1 Modalités de correspondances.....	20
12.3.3 Signature électronique	20
13 Autres dispositions	22

14 Procédure de recours	22
14.1 Instance chargée des procédures de recours	22
14.2 Voies et délais de recours	22
14.3 Règlement amiable des différends (article R2197-1 et suivant du CCP)...	23

1 Objet et étendue de la consultation

1.1 Objet de la consultation

Le présent marché, porte sur des prestations intellectuelles pour des missions de contrôle technique et de coordination de sécurité et de protection de la santé pour la construction du centre de rétention administrative (CRA) de Béziers (34).

Lieu(x) d'exécution : avenue Henri Gallinier, 34 500 Béziers

1.2 Mode de passation et Textes de références

Il s'agit d'un marché passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L 2124-1, L 2124-2, R 2124-2-1° et R 2161-2 à 5 du code de la commande publique.

Le présent marché est soumis :

- Code de la commande publique entrée en vigueur au 1er avril 2019 (CCP).
- Au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

1.3 Décomposition de la consultation et nomenclature communautaire

1.3.1 - Allotissement

La prestation est divisée en 2 lots faisant chacun l'objet d'un marché distinct :

N° de lot	Intitulé du lot	Code CPV
01	Contrôle technique (CT)	71356100
02	Coordination de sécurité et de protection de la santé (CSPS)	71317200

1.3.2 Tranche optionnelle

Sans objet.

1.4 Conditions de participation des concurrents

Le candidat ne doit pas être dans un cas des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L2141-1 et suivant de CCP.

Lorsqu'un soumissionnaire se trouve, en cours de procédure, en situation d'interdiction de soumissionner, il en informe, sans délai, l'acheteur.

En cas d'interdiction de soumissionner obligatoire, le soumissionnaire est automatiquement exclu de la procédure (article L2141-12 du CCP).

1.4.1 En cas de groupement :

Les entreprises peuvent répondre seules ou avec d'autres entreprises ou d'autres opérateurs économiques, dans les conditions suivantes.

En application des dispositions de l'article R2142-19 du CCP, les groupements d'opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat.

- Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché.

-Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour le même marché (R2142-23 du CPP)

Conformément à l'article R2142-21 du CPP, l'acheteur interdit aux candidats de présenter pour le marché, plusieurs candidatures en agissant à la fois :

- 1° En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- 2° En qualité de membres de plusieurs groupements.

L'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché.

L'ensemble des obligations applicables au titulaire du présent marché devront impérativement être respectées par ses éventuels cotraitants.

1.4.2 En cas de sous-traitant :

Conformément à l'article L2193-4 du CCP, le titulaire d'un marché public peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de la personne publique contractante, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

La présentation de chaque sous-traitant, la demande de leur acceptation et de leur agrément de leur condition de paiement, doivent respecter les dispositions des articles R2193-1 du CCP.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt.

NB : Le modèle de déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) joint au présent dossier de consultation, devra être utilisé et respecté par les candidats du marché public.

La déclaration de sous-traitance devra être signée par le candidat et le sous-traitant.

2 Conditions de la consultation

2.1 Durée du marché et délais d'exécution

Le délai global d'exécution du marché, pour chaque de lot, est de **52 mois** à compter de la date de démarrage des prestations indiquée sur l'ordre de service.

Les prestations s'achèveront à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement du marché de travaux du marché global sectoriel (MGS) ou au plus tard après la levée de la dernière réserve de la phase de travaux du MPGS, si celle-ci a lieu lors de la prolongation du délai de garantie.

2.2 Clause sociale : clause obligatoire de promotion de l'emploi

Maitre d'ouvrage , dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions des articles L. 2111-1, L. 2111-3, L. 2112-2 et L. 2112-4 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable aux lots identifiés dans l'annexe du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Chaque entreprise qui se verra attribuer un de ces lots, devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'article 5 du CCAP précise quels sont les publics éligibles au dispositif, les différentes modalités de mise en œuvre et de contrôle de son exécution envisageables, les pénalités applicables en cas de non-respect de ses obligations par l'entreprise.

Maitre d'ouvrage s'appuie sur le dispositif d'accompagnement mis en place sur la communauté d'agglomération Béziers méditerranée, pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion. Ce dispositif est identifié à l'article 5 du CCAP.

2.3 Variantes

Aucune variante au sens des articles R.2151-8-2° à R. 2151-10 du CCP n'est autorisée ou exigée.

2.4 Visite des lieux

Dans le cadre de la présente consultation, la visite est nécessaire afin de se rendre compte de visu du contexte environnant. En tout état de cause, et en aucun cas, le titulaire ne pourra arguer d'une méconnaissance des lieux pour se soustraire à ses obligations, demander une modification de son marché ou réclamer des suppléments de prix.

La visite des lieux est donc obligatoire.

Les candidats pourront demander à faire la visite obligatoire en prenant rendez-vous par téléphone, ou par courriel, au minimum 48 heures à l'avance auprès de :

M. Didier ROUCAYROL
Tél. et Courriel : 04 65 38 61 51 – 06 74 37 98 61
didier.roucayrol@interieur.gouv.fr

Les candidats effectueront la visite en respectant les consignes de sécurité du site. Cette visite n'est pas un audit et ne pourra en aucun cas être rémunérée. A l'issue de leur visite, une attestation, signée par le Maître d'ouvrage, sera remis aux entreprises. Les candidats devront joindre cette attestation à leur candidature.

Certains documents du DCE mentionnés à l'article 4.1 du présent règlement de consultation seront remis uniquement après la visite obligatoire des lieux. Ces documents ont un caractère CONFIDENTIEL et sont à l'attention exclusive de ses destinataires.

3 Les intervenants

3.1 Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur

Nom de l'organisme : Ministère de l'Intérieur Secrétariat Général pour l'Administration du ministère de l'Intérieur Sud Direction de l'administration générale et des finances Bureau de la Commande Publique et des Achats	Pouvoir Adjudicateur : Monsieur le Préfet de la zone de Défense et de Sécurité Sud.
Adresse : 299, Chemin de Sainte-Marthe - CS 90495	Code postal : 13311
Localité/ville : Marseille cedex 14	Pays : France

3.2 Les autres intervenants

- Contrôleur technique

En cours de désignation, objet du présent marché.

- Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

En cours de désignation, objet du présent marché.

- Assistant à maîtrise d'ouvrage

AMEXIA SAS – GROUPE PROJEX

Bâtiment 30, Parc du Golf,
350 rue Jean René Guillibert Gautier de la Lauzière
13290 Aix en Provence

4 Dossier de consultation

4.1 Contenu du dossier de consultation :

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- ☒ Le Règlement de la Consultation (RC) et ses annexes
- ☒ Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- ☒ L'Annexe au CCAP - Fiche insertion sociale

- ☒ Convention EDIFLEX pour la facturation
- ☒ Clause de confidentialité
- ☒ Le formulaire de candidature (imprimé D.C.1)
- ☒ Le formulaire de déclaration de sous-traitance (imprimé D.C.4)
- ☒ L'acte d'engagement
- ☒ La décomposition des prix globale et forfaitaire pour le lot 1 CT
- ☒ La décomposition des prix globale et forfaitaire pour le lot 2 CSPS
- ☒ Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières pour le lot 1 CT
- ☒ L'annexe n°1 au CCTP lot n° 1 CT
- ☒ L'annexe n°2 au CCTP lot n° 1 CT
- ☒ Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières pour le lot 2 CSPS
- ☒ L'annexe n°1 au CCTP lot n° 2 CSPS
- ☒ L'annexe n°2 au CCTP lot n° 2 CSPS
- ☒ L'attestation de visite
- ☒ A1 Béziers G1-ES EGSA
- ☒ Annexe_2_Note pré-programmatique
- ☒ DGEF_Référentiel immobilier_Réunion du 27 11 2015_Livret exploitation – **sera remis suite à la visite obligatoire des lieux**
- ☒ DGEF_Référentiel immobilier_Réunion du 27 11 2015_Livret programmation – **sera remis suite à la visite obligatoire des lieux**
- ☒ Référentiel Justice - aménagements immobiliers des salles audiences-Juin 2024– **sera remis suite à la visite obligatoire des lieux**
- ☒ Synthèse maintenance référentiel CRA 2016– **sera remise suite à la visite obligatoire des lieux**
- ☒ Référentiel DEPAFI -Salle audience - Février 2024– **sera remise suite à la visite obligatoire des lieux**

IMPORTANT : Les candidats sont prévenus qu'ils ne doivent en aucun cas modifier la structure des documents communiqués dans le DCE à plus forte raison les documents ayant valeur contractuelle et, s'engagent à accepter sans restriction ni réserve les documents régissant le marché sous peine d'irrégularité de l'offre conformément à l'article L2152-4 du CCP.

4.2 Condition d'accès au DCE

Le Dossier de Consultation des Entreprises est disponible gratuitement à l'adresse électronique suivante : www.marches-publics.gouv.fr sous la référence publique suivante :

<i>SGAMISUD-AOO-2025-03-20</i>

L'ensemble des pièces relatives à la présente consultation, est directement téléchargeable à l'adresse renseignée ci-dessus.

4.3 Modification de détail du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard **6 (six) jours** calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

La computation de ce délai part de la date d'envoi des documents aux entreprises par le pouvoir adjudicateur.

Les modifications ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier.

Les candidats devront alors répondre, sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Dans le cas où un soumissionnaire aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et l'heure limite de réception des offres.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4.4 Questions - Réponses

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires jusqu'au **huit jour** (8^{ème} jours) avant la date limite fixée pour la réception des offres sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr> via le bouton « déposer une question » qui apparaît sous la rubrique correspondante à la consultation du dossier de consultation.

Les candidats ne pourront plus poser de question après avoir remis leur offre.

Les réponses à ces questions seront soumises, par écrit via PLACE, à l'ensemble des candidats dûment identifiés ayant retiré le dossier.

5 Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Elles seront exprimées en euro (€) et ne devront pas dépasser deux (2) décimales après la virgule.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

5.1 Documents et pièces à produire au titre de la candidature

- Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
La lettre de candidature (utiliser le modèle de DC1 joint au dossier de consultation) incluant l'habilitation du mandataire par ses cotraitants en cas de groupement momentané d'entreprises. NB : En cas de candidature groupée chaque membre du groupement doit remplir le DC1	oui
Pouvoir du signataire d'engager la personne ou la société qu'il représente (justificatif d'immatriculation, pouvoir de signature, ...)	oui

- Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles ou, si impossible, les éléments utiles à la démonstration de la capacité financière ; NB : En cas de candidature groupée pour chaque membre du groupement. (Annexe 1 du RC)	Non

- Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des principaux services fournis au cours des 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. NB : En cas de candidature groupée pour chaque membre du groupement. (Annexe 2 du RC)	Non
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années. NB : En cas de candidature groupée pour chaque membre du groupement. (Annexe 3 du RC)	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat. NB : En cas de candidature groupée pour chaque membre du groupement. (Annexe du 4 RC)	Non
Une copie des certificats de qualifications professionnelles de l'entreprise. La preuve de la capacité de l'entreprise peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de prestations attestant de la compétence de l'entreprise à réaliser la prestation pour laquelle elle se porte candidate : - <i>Contrôle technique agréé.</i> - <i>SPS niveau 1.</i>	Non

- **Certificat de visite :**

Libellés	Signature
Certificat remis à l'occasion de la visite obligatoire	Oui

- **Convention Ediflex :**

Libellés	Signature
Convention Interchange EDIFLEX ; NB : En cas de candidature groupée, visée par le mandataire du groupement.	Visée pour s'assurer de sa bonne prise en compte.

- **Clause de confidentialité**

Libellés	Signature
Clause de confidentialité	Oui

Les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle exigée ou qui ne disposent pas manifestement des capacités professionnelles, techniques et/ou financières suffisantes pour l'exécution du marché seront déclarées irrecevables.

Il est porté à l'attention des candidats que, conformément aux dispositions de l'article R2143-13, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figure dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

NB : Le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type (Article R.2143-4 du CCP).

Un candidat qui ferait une fausse déclaration s'expose aux peines prévues par l'article 441-1 du code pénal sanctionnant le faux et usage de faux.

5.2 Pièces concernant l'offre

La proposition du candidat respectera la forme **d'un seul et même pli** contenant les informations suivantes :

Document	Descriptif
Un mémoire technique	<ul style="list-style-type: none"> • Le mémoire technique à remplir pour chacun des lots. Cette pièce est le support d'analyse de l'offre technique. Son contenu ne doit pas être constitué de généralités standardisées. En 30 pages maximum, il décrira dans le respect de l'ordonnancement des chapitres suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Chapitre 1 - La compréhension des enjeux de l'opération et de ses singularités • Chapitre 2 - L'équipe strictement dédiée à l'opération (CV et organigramme), en faisant apparaître : <ul style="list-style-type: none"> ○ Le responsable de la mission ; ○ L'ensemble des collaborateurs affectés au projet et leurs fonctions dans le projet ainsi que leurs niveaux d'expertises et expériences ○ La suppléance prévue ; • Chapitre 3 - Les dispositions prises pour remplir la mission à chaque étape de celle-ci et pour assurer la qualité des prestations, au regard notamment : <ul style="list-style-type: none"> ○ De la prise en compte du montage en MPGP de l'opération ; ○ De l'investissement attendu par le maître d'ouvrage pour l'exemplarité de l'opération et sa visibilité ; ○ De la taille et des enjeux de l'opération ; ○ De la complexité technique de réalisation ; ○ Des délais très courts de l'opération ; ○ De l'identification de missions complémentaires à envisager, s'il y a lieu, pour optimiser la mission. • Chapitre 4 - La méthodologie d'intervention :

	<ul style="list-style-type: none"> ○ Organisation du temps à passer par phase, participations aux réunions, intégration des VISA sur l'armoire à plans (GED) du groupement titulaire du MPGS, méthodologie pour traiter le sujet réglementation incendie dans le futur CRA... • Des exemples de rendus correspondants aux différentes phases de la mission selon le lot choisi : <ul style="list-style-type: none"> • Mission de Contrôle Technique : Avis technique, RICT, rapport de visite, compte-rendu de réunion, RFCT, ... • Mission de Coordination SPS : Rapport d'analyse, Registre Journal, PGCSPS, DIUO, Comptes rendus.
Les annexes financières	Le candidat remettra dans son offre l'annexe financière (DPGF) jointe au DCE au format PDF, dûment complétée datée et signée et au format XLS. Si le candidat répond à plusieurs lots, pour chacun des lots.
Les annexes au CCTP	<ul style="list-style-type: none"> - Annexe CCTP n°1 - Annexe CCTP n°2 Si le candidat répond à plusieurs lots, pour chacun des lots.

Dans le cas où un opérateur économique se porte candidat pour les deux lots, une personne physique exerçant la fonction de coordonnateur, en son nom propre ou au nom de l'organisme qui l'emploie, ne peut pas également être chargée de la fonction de contrôleur technique, telle que définie à l'article L. 125-1 du Code de la construction et de l'habitation, pour la même opération de bâtiment ou de génie civil, conformément à l'article R4532-19 du Code du travail.

6 Conditions d'envoi ou de remise des plis

6.1 Transmission dématérialisée obligatoire

Les candidatures et/ou offres doivent parvenir, **exclusivement par voie dématérialisée**, au plus tard le :

Mardi 13 mai 2025 – 12h00

Les candidatures et les offres reçues hors délai sont **éliminées** (Article R2143-2 du CCP).

➤ Principes de remise

Le candidat remet sa proposition par dépôt sur la Plate-forme des achats de l'État « marches-publics.gouv.fr ». Pour ce faire, le candidat doit d'abord se connecter au site de la plateforme des Achats de l'Etat (PLACE) à partir de l'adresse électronique ci-après :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2741004&orgAcronyme=g6l>

➤ Modalités de remise

Le candidat dépose, sur la Plate-forme des achats de l'État « marches-publics.gouv.fr », un dossier unique comprenant les éléments de candidature et les éléments de l'offre.

La procédure de dépôt de pli est détaillée sur le site. Schématiquement, le soumissionnaire :

- 1 Constitue son pli
- 2 Le télécharge dans la "salle de consultation" du marché

Les plis devront être transmis avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception du pli correspondra au dernier octet reçu. Les plis parvenus après cette date et heure limites par voie dématérialisée seront éliminés sans avoir été lus et le candidat en sera informé.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, le pouvoir adjudicateur invite les soumissionnaires à disposer des formats ci-dessous. Cette liste vise à faciliter le téléchargement et la lecture des documents. Pour tout autre format qui serait utilisé par le candidat, celui-ci devra transmettre l'adresse d'un site sur lequel le pouvoir adjudicateur pourra télécharger gratuitement un outil en permettant la lecture.

A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de rejeter le pli du candidat.

- standard .zip
- Adobe® Acrobat® .pdf
- Rich Text Format .rtf
- odt, ods, odp, odg
- le cas échéant, le format DWF
- ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif, .png
- Le soumissionnaire est invité à :
- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", ".doc", ".docx", ".xls", ".xlsx", ".ppt" et ".pptx".
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
- traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

6.2 La copie de sauvegarde

Le candidat peut adresser une copie de sauvegarde de ce dossier sur support physique électronique (clé USB) ou par voie dématérialisée conformément à l'article R2132-11 du CCP. La copie remise doit alors se présenter sous la même forme que le dossier remis sur la place de marché interministérielle.

Cette copie doit parvenir à l'administration dans le délai imparti pour la remise des propositions, mentionné ci-dessus, selon l'un des modes de transmission ci-après :

- soit par voie postale, en recommandé avec avis de réception
- soit par dépôt physique dans les locaux du SGAMI. Un accusé de réception sera alors remis au candidat

Si dépôt Physique	Si par voie postale
Secrétariat général pour l'administration du ministère de l'Intérieur Sud Bureau de la commande publique et des achats Madame Hanaa NIFAR 2 Boulevard Baratier - 13014 Marseille Entre 09h00 et 12h00, et 14h00 et 16h00.	Secrétariat général pour l'administration du ministère de l'Intérieur Sud Bureau de la commande publique et des achats 299 chemin de Sainte Marthe - CS 90495 - 13311 Marseille cedex 14

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé portant les mentions lisibles :

<p align="center">OFFRE POUR :</p> <p align="center">MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES POUR DES MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE ET DE COORDINATION DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ POUR LA CONSTRUCTION DU CENTRE DE RETENTION ADMINISTRATIVE (CRA) DE BEZIERS (34)</p> <p align="center">NE PAS OUVRIR</p> <p align="center">COPIE DE SAUVEGARDE</p> <p align="center"><u>Nom et coordonnées du soumissionnaire</u></p>
--

Elle n'est ouverte que dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- lorsqu'une proposition a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais.

Les plis contenant la copie de sauvegarde que le pouvoir adjudicateur n'aura pas eu besoin d'ouvrir, seront détruits.

7 Sélection des candidatures et Analyse des offres

La sélection et l'attribution sera effectué dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

7.1 Examen des candidatures

La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de sa compétence à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

Si pour une raison justifiée, le soumissionnaire est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés dans le présent règlement de consultation pour prouver sa capacité financière, il est autorisé à prouver sa capacité financière par tout autre moyen considéré comme approprié par le pouvoir adjudicateur (exemple : attestation d'un commissaire aux comptes, déclarations de contrats en cours justifiant le futur chiffre d'affaires, compte de résultat etc.).

Les entreprises nouvellement créées pourront apporter la preuve de leurs capacités financières et professionnelles par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur si elles sont objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés dans le règlement de consultation.

Si l'acheteur constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, il pourra demander à tous les candidats concernés, de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous (R2144-2 du CCP).

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments seront éliminées.

Les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes demandées pour l'exécution du marché sont éliminées.

7.2 Analyse des Offres

7.2.1 – Critères d'analyse des offres

Pour attribuer le marché, le pouvoir adjudicateur retient l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur une pluralité de critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

1) Critère 1 : Prix : 30%,

2) Critère 2 : Valeur technique : 70%, avec comme sous critères :

- **sous critère 2.1 : Qualité du mémoire technique et exemples de rendus 45% :**
 - Chapitre 1 - La compréhension des enjeux de l'opération et de ses singularités **5%**
 - Chapitre 2 - L'équipe strictement dédiée à l'opération (CV et organigramme) **10%**
 - Chapitre 3 - Les dispositions pour assurer la qualité des prestations **10%**
 - Chapitre 4 - La méthodologie d'intervention **10%**
 - Des exemples de rendus **10%**
- **sous critère 2.2 : Pertinence de l'engagement sur les délais de réalisation de prestation et des estimations quantitatives de temps prévus 25%.**

L'offre la mieux classée sera celle ayant obtenu le plus grand nombre de points pondérés résultant de l'addition des notes pour les deux critères.

L'acheteur tient à dissuader tout candidat d'inscrire dans son offre des éléments dont il sait pertinemment qu'il ne les appliquera pas lors de l'exécution du marché et ce dans l'unique but d'obtenir de façon dolosive des points supplémentaires à la valeur technique de son offre.

Toutes les informations fournies par le candidat à l'appui de son offre prendront valeur contractuelle s'il est retenu.

Compléments :

Si une demande de précision est adressée à un candidat susceptible d'être retenu et qu'il ne répond pas, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rejeter son offre.

Le candidat précise s'il a un label ou s'il est certifié à une norme en indiquant le lien permettant de connaître le contenu de ce label ou de cette norme et en joignant l'attestation. A défaut, il devra décrire le processus mis en œuvre.

7.2.2 Méthode de notation

Les informations concernant le système de notation ne sont pas portées à la connaissance des candidats.

7.2.3 Rectification des offres

En cas d'erreurs de multiplication, d'addition ou de report constatées dans les annexes financières, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander au candidat concerné de rectifier la pièce en conséquence.

En cas de refus non justifié, son offre sera éliminée car non cohérente.

7.2.4 Durée de validité des offres

Les offres sont valables 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

8 Détection et élimination des offres anormalement basses

Conformément à l'article R2152-3 du CCP toute offre manifestement sous-évalué et de nature à compromettre la bonne exécution du marché fera l'objet d'une demande écrite de justification du prix ou des coûts proposés dans l'offre, assortie d'un délai impératif de réponse.

Après vérification des justifications fournis par le soumissionnaire concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

Dans le cas de sous-traitance :

Conformément à l'article L2193-8 du CCP, dans l'hypothèse d'une présentation d'un ou plusieurs sous-traitants dans l'offre, ou en cours d'exécution du marché, lorsque le montant des prestations sous-traitées semble anormalement bas, l'acheteur exigera que le soumissionnaire ou le titulaire du marché lui fournisse des précisions et justifications sur le montant de ces prestations.

Ainsi, en cas de réponse insatisfaisante de l'opérateur économique, il rejettera l'offre si la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt ou n'acceptera pas le sous traitant proposé si la déclaration de sous-traitance est présentée après la notification du marché (article L2193-9 du CCP).

9 Négociation et demande de précision

9.1 Négociation

Sans objet.

9.2 Demande de précision

Le pouvoir adjudicateur peut demander par écrit aux candidats de clarifier leurs offres dans la mesure où un tel procédé n'implique pas la modification de celles-ci. Il s'agit de décrire plus clairement l'offre ou de l'expliquer avec une plus grande exactitude.

La demande de précision ne saurait s'assimiler par sa portée à une négociation.

10 Attribution du marché

A compter de la demande du pouvoir adjudicateur, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra produire dans un délai approprié les documents listés ci-dessous :

Document	Descriptif	Pour chacun des membres si candidature groupée
Certificat de régularité fiscale	Attestation certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales de moins de 6 mois	X
Certificat de régularité sociale	Attestation générale délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise de moins de 6 mois.	X
Numéro unique d'identification	Délivrée par l'INSEE	X
Assurances	Attestations des Assurances responsabilité civile et décennale en cours de validité.	X
RIB	Relevé d'identité bancaire	X
Annexe CCAP (clauses sociales)	Dûment datée et signée par la personne habilitée à engager la société.	
Copie du ou des jugements prononcés	si le candidat est en redressement judiciaire	X
Les pièces mentionnées à l'article R. 1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D. 8254-5 du code du travail	En cas de détachement d'un ou plusieurs salariés.	X
Convention interchange EDIFLEX	Visée pour s'assurer de sa bonne prise en compte.	

Un candidat qui ferait une fausse déclaration s'expose aux peines prévues par l'article 441-1 du code pénal sanctionnant le faux et usage de faux.

NB : Le candidat peut anticiper la remise de ces pièces en les joignant au dossier de sa candidature.

Si le soumissionnaire retenu se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner ou, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

Le pouvoir adjudicateur **remet l'acte d'engagement** à l'opérateur économique auquel il est envisagé d'attribuer le marché.

En signant l'acte d'engagement, le candidat consent formellement aux clauses du marché (documents constitutifs du marché mais également à son offre).

Le marché public prend effet à la date de réception de la notification par le titulaire.

L'attention du candidat est appelée sur le fait, qu'une fois le marché notifié, la personne publique exigera du titulaire de lui fournir tous les 6 mois et jusqu'à la fin d'exécution du marché, les pièces prévues aux articles sus mentionnés D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

11 Mise au point du marché

En application de l'article R2152-13 du CCP, l'acheteur et le soumissionnaire retenus peuvent procéder à une mise au point des composantes du marché, avant sa signature.

Cette mise au point ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles de l'offre ou du marché.

12 Renseignements Administratifs et techniques

12.1 Demande de renseignements administratifs

Les demandes de renseignements administratifs sont à adresser au :

S.G.A.M.I Sud

Direction de l'Administration Générale et des Finances

Bureau de la Commande Publique et des Achats

299, Chemin de Sainte Marthe - CS 90495

13311 Marseille cedex 14

Mme Hanaa NIFAR

Tél.: 04.91.21.55.21 Courriel : hanaa.nifar@interieur.gouv.fr

12.2 Demande de renseignements techniques

Les demandes de renseignements techniques sont à adresser au :

S.G.A.M.I Sud

Direction de l'Immobilier

488, rue de la vieille poste

34056 Montpellier cedex

Dans le respect du principe d'égalité des candidats, les informations intéressant la totalité des candidats feront l'objet d'un courrier général aux candidats dûment identifiés.

12.3 Modalités de correspondances et signature électronique

12.3.1 Modalités de correspondances

En application de l'article R.2132-7 du Code de la commande publique, l'administration retient l'échange électronique comme moyen de correspondance.

Les échanges ont lieu essentiellement via la plateforme des achats de l'Etat «PLACE » <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

NB : Cette plateforme génère des mails qui peuvent être considérés comme des «spams» par la messagerie des candidats. Il est par conséquent recommandé aux candidats de configurer leur messagerie pour recevoir ces informations dans les meilleures conditions en ajoutant, le cas échéant, l'adresse suivante nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr dans la liste des expéditeurs autorisés.

12.3.3 Signature électronique

Le marché public peut être signé électroniquement ou de manière manuscrite par le soumissionnaire retenu au moyen de l'acte d'engagement et les annexes financières qui lui sont adressés par l'acheteur.

Dans le cadre de la dématérialisation de la commande publique, il est recommandé que la signature s'effectue par voie électronique.

Les documents peuvent être signés à la main, mais il faudra les scanner pour pouvoir les transmettre par voie électronique. Cependant, cette signature manuscrite scannée ne donne pas la qualité originale aux documents, ils seront considérés comme une simple copie et ne pourront pas remplacer la signature électronique qui confère valeur d'original au document signé. Elle aura une valeur juridique, mais il faudra prouver que cette copie est conforme à l'original.

La signature électronique doit respecter les exigences suivantes :

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus :

- dans PLACE (guide d'utilisation - utilisateur entreprise) ;
- dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés publics (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers.

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature électronique ;
2. à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »).

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3) ;
- la signature électronique qualifiée (niveau 4).

1er cas : certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS.

Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui fournit un ou des services de confiance qualifiés et a obtenu le statut qualifié de l'organe chargé du contrôle (article 3.20 du règlement eIDAS). Des listes de prestataires de confiance sont disponibles :

- sur le site de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) ;

- sur le site de la commission européenne : <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/cef-esignature-trusted-list-browser-now-available>

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur de l'acheteur, aucun justificatif n'est à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

2ème cas : certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

Le signataire remet lors du dépôt du document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder gratuitement à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, notamment, le cas échéant, une notice d'explication en français.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats.

Un certificat qualifié de signature électronique délivré en en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics (certificat conforme au référentiel général de sécurité « RGS ») reste utilisable jusqu'au terme de sa validité.

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (logiciel, service en ligne à l'instar du profil d'acheteur de l'acheteur, parapheur électronique, etc.) pour apposer la signature avec le certificat utilisé.

L'outil est conforme aux formats réglementaires (XAdES, CAdES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires.

Quel que soit l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.

Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

13 Autres dispositions

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de déclarer, à tout moment de la consultation, la procédure sans suite (article R2185-1 du CCP).

Dans ce cas, l'acheteur communique, dans les meilleurs délais, les motifs de sa décision de ne pas attribuer le marché ou de recommencer la procédure aux opérateurs économiques y ayant participé.

L'abandon de la procédure ne donne pas lieu à indemnisation des candidats et, notamment de leur manque à gagner.

14 Procédure de recours

14.1 Instance chargée des procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est celui du lieu d'exécution du marché. Le candidat peut saisir le Tribunal Administratif compétent de manière dématérialisée par le biais de l'application « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet citoyens.telerecours.fr

14.2 Voies et délais de recours

Le candidat dispose des voies de recours suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R.421-1 à R. 421- 7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme. Le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat.

- Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

14.3 Règlement amiable des différends (article R2197-1 et suivant du CCP)

A défaut de parvenir à un accord amiable, et avant de saisir la juridiction compétente, pour les litiges nés de l'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire.